"L'U.R.S.S. s'est assuré des avantages substantiels" dans Le Monde diplomatique

Légende: En septembre 1970, le mensuel français Le Monde diplomatique expose les enjeux du traité de Moscou par lequel la République fédérale d'Allemagne (RFA) et l'URSS reconnaissent le statu quo territorial entre l'Allemagne et la Pologne et entre la RFA et la République démocratique allemande (RDA).

Source: Le Monde diplomatique. dir. de publ. FAUVET, Jacques ; Réd. Chef HONTI, François. Septembre 1970, n° 198. Paris. "L'U.R.S.S. s'est assuré des avantages substantiels", auteur:Féron, Bernard , p. 3.

Copyright: (c) Le Monde Diplomatique

URL: http://www.cvce.eu/obj/l_u_r_s_s_s_est_assure_des_avantages_substantiels_dans_le_monde_diplomatique-fr-0812b487-e29a-4578-a4ba-6e3e18b2a855.html

Date de dernière mise à jour: 02/07/2015

L'U.R.S.S. s'est assuré des avantages substantiels

par BERNARD FÉRON

En allant à Moscou le chancelier Brandt a mis un terme à vingt-cinq ans de guerre froide entre son pays et l'U.R.S.S. Il a même laissé dire que cet acte diplomatique ouvrait une ère nouvelle en Europe. Il est vrai que le gouvernement de Bonn a bousculé les idées reçues depuis l'origine de la République fédérale. De leur côté, les dirigeants du Kremlin ont oublié la méfiance à l'égard des revanchards qui était depuis la guerre leur ligne de conduite immuable. Le traité certes était en préparation depuis plusieurs mois. Cependant, de nombreux observateurs ont été surpris par la hâte des négociateurs, qui dans la phase finale donnèrent l'impression de brûler les étapes.

Cette promptitude paraît étrange quand on songe à la lenteur avec laquelle les Soviétiques traitent d'ordinaire les affaires. Les diplomates et les industriels ont fait l'expérience de leur « nonchalance » parfois désespérante. Pourtant, les dirigeants du Kremlin mènent rondement leur barque une fois qu'ils ont pris une décision. L'histoire interne et externe du régime est riche d'événements qui ont toujours étonné ceux qui guettent les évolutions prudentes. Dans ce pays par exemple, une libéralisation évoque le dégel et le gouvernement prend les initiatives les plus spectaculaires, les plus inattendues parfois, quand il lance une offensive diplomatique. De plus, il n'a pas besoin de préparer longuement l'opinion publique lorsqu'il décrète une politique nouvelle: la propagande suit toujours. Il n'était donc pas nécessaire de faire un savant travail de psychologie des foules avant de présenter dans la *Pravda* et les *Izvestia* un portrait flatteur du chancelier ouest-allemand. Dans cette affaire il avait intérêt à agir vite.

Si, en effet, M. Brandt était pressé d'obtenir un résultat pour prouver le bien-fondé de sa politique étrangère, les dirigeants du Kremlin devaient saisir l'occasion favorable qui s'offrait. Depuis vingt ans tous les gouvernements de la République fédérale ont refusé d'admettre le sort fait à l'Allemagne après la guerre. Ils estimaient avoir seuls le droit de parler au nom de tout le peuple allemand, car, selon eux, M. Ulbricht administrait la « zone soviétique d'occupation ». Naturellement, ils savaient qu'ils n'avaient aucun moyen de modifier la situation, mais en qualifiant de « ligne de démarcation » l'Oder-Neisse ou la séparation entre les deux Allemagnes ils entretenaient l'espoir d'une revanche possible.

M. Brandt n'a pas employé le mot interdit. Il ne « reconnaît » toujours pas officiellement la R.D.A. ou le tracé de l'Oder-Neisse. Du moins a-t-il signé un document qui fait état des « frontières » entre l'Allemagne et la Pologne, entre la République fédérale et la R.D.A. Par le fait, il a apporté une modification capitale à la doctrine du gouvernement de Bonn. Or la coalition actuellement au pouvoir dispose d'une faible majorité parlementaire, mais parfois elle paraît menacée d'éclatement. Un nouveau gouvernement serait certainement moins enclin à pratiquer une politique d'ouverture à l'Est. En revanche, maintenant que le traité est signé, les autorités de Bonn doivent admettre la réalité des frontières tracées à l'Est.

Une victoire inespérée

Les Soviétiques ont donc tiré les bénéfices les plus substantiels de l'opération. Le seul gouvernement qui pouvait avoir des raisons sérieuses de mettre en cause les frontières actuelles s'engage à respecter le *statu quo*. Sans doute rappelle-t-il, dans un document annexe, qu'il ne désespère pas de réaliser la réunification nationale, mais en affirmant que les frontières sont inviolables il donne à sa revendication le caractère d'un vœu pieux.

Après avoir ainsi obtenu la garantie du *statu quo*, l'U.R.S.S. peut faire campagne avec plus de chances de succès qu'auparavant en faveur d'une conférence européenne de sécurité. Le problème allemand donnait de bons arguments aux adversaires de ce projet. Jusqu'à une date récente, il était inconcevable de convoquer à la même réunion des représentants de Bonn et de Berlin-Est. L'obstacle est devenu beaucoup moins insurmontable. Une conférence paneuropéenne aurait pour premier avantage de faire entériner par tous les Etats la situation géopolitique du continent. Elle aurait, pratiquement, à peu près le même effet qu'un traité de paix. De plus, elle permettrait à Moscou de tourner une bonne fois la page tchécoslovaque.

Les adversaires de M. Brandt ne se sont d'ailleurs pas privés de dire que, neuf ans après la construction du mur de Berlin, deux ans après l'intervention armée à Prague, le chancelier donnait à l'Union soviétique une victoire inespérée. Il est vrai que cet acte diplomatique consolide, au moins dans un premier temps, l'emprise de l'U.R.S.S. sur les Etats de sa zone d'influence.

Cette argumentation serait très forte si une politique de raideur avait la moindre chance d'amener Moscou à desserrer son étreinte. Il faut cependant rappeler que les tentatives précédentes de démocratisation des satellites se sont en général soldées par des échecs parfois dramatiques. Les Tchécoslovaques se sont aperçus après les Hongrois qu'il leur était impossible de réformer le régime contre la volonté des Russes. Les uns et les autres ont été remis brutalement dans le droit chemin sous prétexte qu'ils étaient devenus l'instrument de l'impérialisme allemand. Pour être couronnée de succès, la libération en Europe de l'Est devrait commencer à Moscou.

Même sans attendre un nouveau dégel en U.R.S.S., dont les signes avant-coureurs n'apparaissent pas, on peut raisonnablement espérer qu'un climat de détente en Europe permettra aux populations de l'Est de respirer un peu mieux. D'ailleurs, en signant le traité du 12 août les Soviétiques ont renoncé au moins pour un temps à utiliser l'épouvantail allemand, qui était bien commode. Ne leur suffisait-il pas d'évoquer le péril pour rassembler les citoyens derrière le pouvoir et donner au camp socialiste les apparences de la cohésion ? La méthode choisie par M. Brandt - conclure avec l'U.R.S.S. puis, en invoquant ce précédent, négocier avec les démocraties populaires - est sans doute gênante pour ceux qui insistent sur l'égalité des Etats et le droit des peuples à conduire leurs affaires en toute indépendance. Cependant, c’est la seule méthode qui, dans les conditions actuelles, permette à l'Allemagne de se réconcilier avec ses voisins orientaux.

On a, d'autre part, mis l'accent sur les problèmes économiques du traité de Moscou. Les hommes d'Etat allemands et soviétiques ont dit eux-mêmes que ce traité ouvrait la voie de la coopération. En effet, les dirigeants du Kremlin s'efforcent de moderniser leurs usines. Ils devront dégager des ressources pour payer le matériel dont ils ont besoin. Ils ne sont donc pas mécontents d'acheter par un traité un peu de tranquillité à l'Ouest afin d'alléger leur fardeau budgétaire. Puis ils devront chercher en Occident du matériel. Les Allemands sont très bien placés pour enlever les commandes. Ils travaillent le marché depuis longtemps, ils livrent des marchandises qui donnent satisfaction aux clients.

Fallait-il cependant, pour développer le commerce, signer le traité du 12 août ? En réalité, ce document diplomatique ne fait que confirmer une tendance. Les hommes d'affaires n'ont pas attendu que le baromètre des relations politiques soit au beau pour conclure des contrats. La République fédérale était le premier fournisseur occidental de l'U.R.S.S. et des pays européens du camp socialiste. Le traité de coopération ne crée donc pas une situation nouvelle, mais il libérera vraisemblablement de leurs derniers complexes, s'ils en ont encore, les commerçants des deux pays et permettra aux Allemands d'accroître leur avance. Il est sans doute inexact de dire que par le traité de Moscou l'U.R.S.S. fait de la République fédérale son partenaire politique privilégié à l'Ouest. Jusqu'à preuve du contraire, ce sont les Etats-Unis qui tiennent ce rôle, mais elle installe solidement l'Allemagne à la place que ses industriels avaient déjà conquise.